



TOMBER DE CHARYBDE EN SCYLLA

Le gouvernement grec est soumis à un cruel dilemme : respecter peu ou prou ses promesses électorales de rompre (un peu) avec l'austérité ou sortir de l'€. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les créanciers de la Grèce (FMI, BCE, Banques privées européennes) ne font aucun effort au risque d'ailleurs de tout perdre. Cette intransigeance apparente vise à masquer le fait que **la dette de la Grèce leur est largement imputable et est tout autant illégitime qu'insoutenable**. C'est ce que révèle **un récent rapport d'audit de la dette grecque**. Illégitime, car la dette provient pour l'essentiel du paiement aux créanciers de taux d'intérêts extrêmement élevés, de dépenses militaires excessives et injustifiées, d'un manque à gagner fiscal dû à la fuite illicite de capitaux, du coût de la recapitalisation de banques privées par l'État...

L'adoption de l'euro a généré en Grèce une augmentation drastique de la dette privée à laquelle les grandes banques privées européennes ainsi que les banques grecques ont été exposées. En prenant de l'ampleur, la crise bancaire a débouché sur une crise de la dette souveraine grecque. D'ailleurs les mesures prises entre 2010 et 2015 n'ont visé qu'à sauver les banques privées. Au passage, la majorité des fonds empruntés pour cela ont été directement transférés aux institutions financières. Au lieu de bénéficier à la Grèce, ils ont accéléré le processus de privatisation. Les mesures mises en place dans le cadre des « programmes de sauvetage » ont directement affecté les conditions de vie du peuple et violé les droits humains que la Grèce et ses partenaires sont dans l'obligation d'assurer. **Les ajustements drastiques imposés à l'économie et à la société grecque dans son ensemble ont provoqué une détérioration rapide des niveaux de vie incompatible avec la justice sociale, la cohésion sociale, la démocratie et les droits de l'homme.**

Le rapport arrive à la conclusion qu'en juin 2015, la dette publique grecque est insoutenable, puisque la Grèce ne peut payer le **service de la dette** sans nuire gravement à sa capacité de remplir ses obligations les plus élémentaires en matière de droits humains. Par ailleurs, le rapport apporte la preuve de la présence dans cette dette d'éléments illégaux, illégitimes et odieux, et ce pour chaque groupe de créanciers.



Le rapport considère que la Grèce a été et est toujours la victime d'une tentative de meurtre froidement préméditée par le trio que sont le Fonds monétaire international, la **Banque centrale** européenne et la Commission européenne. Cette attaque violente, illégale et immorale a été réalisée avec l'assentiment et la complicité des États européens qui, au lieu de servir et défendre l'intérêt général, ont préféré se mettre au service des banques et des intérêts particuliers d'une minorité. **Il est urgent de sortir de la logique mortifère de l'austérité et de se lever pour défendre ce qui est en danger aujourd'hui : les droits humains, la démocratie, la dignité des peuples et l'avenir des générations à venir.**

PUNIR LE PEUPLE GREC D'AVOIR MAL VOTÉ

Le gouvernement d'Alexis Tsipras tente, avec une certaine ténacité, de respecter le mandat pour lequel il a été élu. On peut dire que ce n'est pas le cas de tout le monde... suivez mon regard... Oui, « démocratie » est un mot grec, mais il ne semble plus faire partie du vocabulaire de ceux qui se couchent devant le diktat néo-libéral. Syriza leur donne une leçon de démocratie en organisant un référendum pour savoir si le peuple grec accepterait ou rejetterait la proposition des institutions européennes.

SOUTENONS LE PEUPLE GREC

La Confédération Européenne des Syndicats (CES) et l'UD CGT44 « appellent les dirigeants politiques à sortir des politiques punitives actuelles et à prendre des décisions fondées sur les intérêts des travailleurs et des citoyens en Europe. Ils seraient les premiers à souffrir si la Grèce venait à faire défaut ou à sortir de la zone Euro. » Manifestation à Nantes, mardi 30 juin, à 19h00 Place Royale

